

Note récapitulative

Procédure de recrutement des agents contractuels

Références juridiques

- Code Général de la Fonction Publique
- Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique
- Décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale
- Décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels

Rappel : Par principe, les emplois **permanents** des collectivités ont vocation à être occupés par des fonctionnaires.
Le recours aux agents contractuels constitue un dispositif dérogatoire.

Champ d'application

Cette procédure **s'applique** aux recrutements sur les emplois permanents :

- Liés à la réalisation d'un projet (*article L332-24 du CGFP*)
- Pour le remplacement **temporaire** d'un agent indisponible (*article L332-13 du CGFP*)
- Dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire (*article L332-14 du CGFP*)
- Dont les caractéristiques remplissent certaines conditions (*article L332-8 du CGFP*)



Attention :

Si le recours à un contrat en vertu de l'article L332-8 est envisagé (si la nature du besoin s'accorde avec les caractéristiques), la délibération créant l'emploi permanent **doit** prévoir la possibilité de pourvoir cet emploi par un contractuel.

Cette procédure **ne s'applique pas** aux recrutements sur les emplois non permanents :

- Pour accroissement temporaire d'activité (*article L332-23 1° du CGFP*)
- Pour accroissement saisonnier d'activité (*article L332-23 2° du CGFP*)
- De contractuels sur emplois fonctionnels (*article L343-1 du CGFP*)
- De contractuels sur emplois de collaborateurs de cabinet (*article L333-1 du CGFP*)
- De contractuels sur emplois de collaborateurs de groupe d'élus (*article L333-12 du CGFP*)
- Des personnes en situation de handicap (*article L352-4 du CGFP*)

La procédure de recrutement est obligatoire pour tout recrutement d'un contractuel sur un emploi permanent.
ATTENTION : le respect de la procédure peut prendre du temps, il convient d'anticiper ses besoins de recrutements.



Procédure

ÉTAPES	OPÉRATIONS À MENER
<p>Étape 1 :</p> <p>Déclaration de vacance (ou création) de poste sur le site « www.emploi-territorial.fr » et publication de l'offre d'emploi.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pas de déclaration pour contrats art. L332-13 (contrat de remplacement). Seule l'offre d'emploi s'impose.
<p>Étape 2 :</p> <p>Dépôt des candidatures.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Respecter un délai de 1 mois minimum (sauf urgence dûment justifiée).
<p>Étape 3 :</p> <p>Accusé réception de chaque candidature et vérification de leur recevabilité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Accusé de réception par tout moyen permettant d'apporter la preuve de sa réception. ➤ Vérification de la recevabilité d'un point de vue statutaire (art. 2 du décret 88-145).
<p>Étape 4 :</p> <p>Pré-sélection des candidatures.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Appréciation fondée sur le profil du candidat (compétences, expérience, qualifications...)
<p>ATTENTION :</p> <p>Pour les recrutements sur le fondement de l'article L332-8 2° : l'examen des candidatures des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire n'est possible que lorsque l'autorité territoriale a établi le constat du caractère infructueux du recrutement d'un fonctionnaire.</p> <p>En cas de contentieux, il convient de pouvoir en apporter la preuve.</p>	
<p>Étape 5 :</p> <p>Convocation des candidats à un ou plusieurs entretiens</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Facultatif pour les contrats art. L332-13 de 6 mois ou moins. ➤ Peut être conduit par une ou plusieurs personnes relevant de l'autorité territoriale (minimum 2 pour les collectivités de plus de 40.000 habitants et si l'importance des missions le justifie). ➤ Un modèle de grille d'entretien (format Word) est accessible sur notre site internet, rubrique « recruter un contractuel ».
<p>Étape 6 :</p> <p>Synthèse de chaque entretien à l'autorité territoriale, précisant les appréciations portées sur chaque candidat.</p> <p>Transmission à chaque candidat non fonctionnaire d'une information relative aux obligations déontologiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Document transmissible au candidat qui le demande. ➤ Attention : peut être la base d'un contentieux d'un candidat écarté, il convient donc de bien le remplir. Un modèle d'attestation de réception (format Word) est également accessible sur notre site internet, rubrique « recruter un contractuel ».
<p>Étape 7 :</p> <p>Sélection du candidat retenu par l'autorité territoriale et information aux candidats non retenus.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Information par tout moyen permettant d'apporter la preuve de sa réception.

Une fois l'ensemble de cette procédure respecté, l'autorité territoriale peut prendre l'acte d'engagement (contrat)

